

Mai 2023

## « FEMINISMES, AUTONOMISATION ECONOMIQUE ET PARTICIPATION A LA VIE ECONOMIQUE DES FEMMES »

Réponses aux questions reçues – 22 mai 2023

### I. QUESTIONS-REPONSES GENERALES

1. **Pouvons-nous avoir le montant exact pour un projet de 3 ans? C'est à dire le montant de la budgétisation à ne pas dépasser ?**

Réponse : Le montant total du financement à attribuer pour ce projet est de 9,9M€ pour 3 ou 4 ans.

2. **Tant le site dédié que le dossier sont en français, pouvez-vous me confirmer que nous aurons prochainement accès à une version en anglais?**

Réponse : Une version en anglais et en espagnol sont désormais disponibles pour le résumé de l'appel à projets et sera publiée sur le site de l'appel à projet<sup>1</sup>. Le dossier d'appel à projet en lui-même est en français car ce sera la langue de contractualisation et de travail entre le consortium et l'AFD.

3. **Notre association aimerait connaître vos domaines d'actions et également les possibilités de collaboration pour des projets en Afrique. Nous travaillons en partenariat avec une ONG camerounaise, laquelle a mis en place un Centre de Formation Agricole dont la présentation est en copie.**

Réponse : Pour une information générale sur l'AFD se référer au site de l'institution<sup>2</sup>, puis contacter l'agence du pays concerné.

4. **J'ai une question au sujet de l'acceptation des offres en espagnol. Est-il possible de déposer l'intégralité du dossier dans cette langue (incluant les fiches de renseignement, lettre d'introduction et dossier administratif...)?**

---

<sup>1</sup> <https://www.afd.fr/fr/appel-projets-fsof-feminismes-autonomisation-economique>

<sup>2</sup> <https://www.afd.fr/fr>

Réponse : Oui, le dossier intégralement (ou partiellement) en espagnol (ou en anglais) est recevable. Pour autant, la contractualisation et la langue de travail avec l'AFD seront le français. Se référer à la section II. MODALITES DE SELECTION ET DE VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS du dossier d'appel à projets (page 14).

## **II. QUESTIONS-REPONSES CONCERNANT L'ELIGIBILITE DU CONSORTIUM**

- 5. Cet appel à proposition nous intéresse parce que nous travaillons dans le cadre de nos activités avec des organisations de femmes au niveau local. Étant donné que nous ne sommes pas une organisation féminine, mais travaillons avec les associations de femmes sur les questions de changements climatiques et autonomisation des femmes au niveau des zones impactées par l'exploitation minière au Sénégal. Ma question est de savoir si nous sommes éligibles à soumettre à cet appel à proposition.**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium qui sera chargé de créer et mettre en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédié) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays hors des pays couverts par la Direction régionale AFD Grand Sahel, ce qui signifie qu'une OSC sénégalaise (si elle respecte les critères d'éligibilité) pourra faire partie du consortium (niveau 1), mais ne pourra pas être récipiendaire des fonds (niveau 2). Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE aux articles 1. GLOSSAIRE (page 34), 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) et 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

- 6. Cet AP est ouvert aux associations qui présentent un projet local ou uniquement à un consortium qui va gérer le fonds ?**

Réponse : Le présent appel à projet s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium. Il ne concerne pas l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium.

- 7. Afin de relayer cette information, je voulais savoir si l'Uruguay était éligible aux FSOF ? De plus, je voulais savoir si l'AFD disposait de matériel de communication en espagnol ?**

Réponse : Pour la constitution du consortium, il n'y a pas des critères d'exclusion des OSC par rapport au pays d'origine (niveau 1). En revanche, l'Uruguay ne faisant pas partie des pays d'intervention de l'AFD, ce pays ne pourra pas faire partie de la zone d'intervention du projet (niveau 2). Se référer à l'article 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES du dossier d'appel à projets (page 5), où les critères d'éligibilité sont détaillés, et aux définitions en section XII. TERMES DE REFERENCE, article 1. GLOSSAIRE (page 34).

Une version résumée de l'appel à projet en espagnol (et en anglais) est désormais disponible et sera publiée sur le site de l'appel à projet<sup>3</sup>.

- 8. Je ne parviens pas à me connecter à ma session pour télécharger le Dossier d'appel à projet ainsi que le Modèle de Note projet sur le site de DGMarket, selon votre procédure, dans le cadre de l'appel à projet FSOE (Féminisme, Autonomisation des Femmes et participation à la vie économique). J'aimerais savoir si le problème découle d'une mauvaise manipulation de ma part, ou alors du système ?**

Réponse : Le site DG Market a eu un problème de fonctionnement ce jour-là (18/04/2023) qui a duré quelques minutes, puis le dossier était de nouveau téléchargeable.

- 9. Shall I apply if my organization annual's budget not exceed 40,000 dollar yearly? // Puis-je déposer ma candidature si le budget annuel de mon organisation ne dépasse pas 40 000 dollars par an ?**

Réponse : The annual budget required is more than 3.5 M€. With a 40 000\$ budget your organisation will not be eligible to lead this project. Your organization will be eligible to participate as a member of the consortium. Please refer to Article 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) of the call for proposals, where the eligibility criteria are detailed.

// Le budget annuel requis est supérieur à 3,5 millions d'euros. Avec un budget de 40 000\$, votre organisation ne sera pas éligible pour leader ce consortium. Votre organisation pourrait candidater comme membre du consortium. Se référer à l'article 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

- 10. Notre OSC étant implantée dans plusieurs géographies considérées prioritaires par l'appel à projets FSOE, serait-il possible d'avoir plus d'information sur les critères de multi-soumission ? Il y a-t-il une limite des candidatures par structure?**

Réponse : Oui, la limite est d'une candidature par structure juridique indépendante. L'AFD jugera la composition du consortium au regard de la complémentarité des compétences, expériences et de la couverture géographiques de ses membres juridiquement indépendants les uns des autres. La proposition du consortium doit bien couvrir plusieurs géographies et ne pas présenter de projets en lots. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

- 11. I'm working in economic empowerment project in NGO but, our size is small one. Is there a condition related to the organization size? Is it ok to apply a proposal equal to my annual budget? // Je travaille sur un projet d'autonomisation économique au sein d'une ONG, mais nous sommes de petite taille. Existe-t-il une condition liée à la taille de l'organisation ? Est-il possible de soumettre une proposition équivalente à mon budget annuel ?**

---

<sup>3</sup> <https://www.afd.fr/fr/appel-projets-fsof-feminismes-autonomisation-economique>

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium qui sera en mesure de mettre en œuvre un projet sur subvention à hauteur de 9,9 M€. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**12. Basé à Douala activités aviculture et pisciculture dans l'objectif de l'autonomisation de la femme vulnérable (handicapée, veuve, fille mère). Pouvons-nous bénéficier de vos subventions ? Merci**

Réponse : Le présent appel à projet s'adresse uniquement à la constitution du consortium, Il ne concerne pas l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium.

**13. Je souhaiterais avoir des informations au sujet de la justification financière des capacités de la structure cheffe de file du consortium pour l'appel féminisme. En effet, l'appel mentionne que le projet soumis ne peut représenter plus de 70 % des ressources annuelles sur les 3 derniers exercices et indique par ailleurs que "L'organisation cheffe de file du consortium devra donc présenter un budget moyen annuel égal ou supérieur à 3,57 MEUR pour un projet d'une durée de 4 ans, et à 4,76M€ pour un projet de 3 ans".**

**Ces derniers calculs s'appliquent-ils si le budget du projet est de 1 Million d'euros? Si tel est le cas, la règle des 70% s'appliquerait à 1M pour 3 ans d'exercices?**

Réponse : Le projet doit financer des activités liées à trois composantes, pour lesquels un budget total de 9,9M€ est attribué. Un projet de 1M€ au total ne serait pas considéré comme recevable.

**14. Nous sommes intéressés par votre appel à candidature concernant automatisation des femmes et participation à la vie économique, nous sommes en Tunisie précisément à Sousse et nous souhaitons savoir si nous sommes éligibles à cette offre.**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium qui sera chargé de créer et mettre en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédiaire) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays hors des pays couverts par la Direction régionale AFD Grand Sahel et pays « grands émergents ». Il ne concerne pas l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium. Une OSC tunisienne (si elle respecte les critères d'éligibilité) pourra donc faire partie du consortium (niveau 1), ou être récipiendaire des fonds (niveau 2). Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés, et en section XII. TERMES DE REFERENCE, article 1. GLOSSAIRE (page 34).

**15. Nous avons pris connaissance de votre appel à projets sur le thème "Féminismes, autonomisation des femmes et participation à la vie économique" pour les pays**

**partenaires de la politique française de développement, dont le Mexique fait partie. Dans cet appel à projets, il est mentionné que "les pays considérés comme de très grands pays émergents ne seront pas éligibles à des subventions dans le cadre de ce financement : Brésil, Mexique, Chine, Afrique du Sud, Inde, Indonésie, Turquie". Nous vous écrivons pour confirmer cette information et savoir s'il est possible de poser sa candidature en tant qu'organisation féministe mexicaine de la société civile.**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium qui sera chargé de créer et mettre en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédiaire) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays hors des pays « grands émergents », ce qui signifie qu'une OSC mexicaine (si elle respecte les critères d'éligibilité) pourra faire partie du consortium (niveau 1) mais ne pourra pas être bénéficiaire des fonds (niveau 2). Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés, et aux définitions en section XII. TERMES DE REFERENCE, article 1. GLOSSAIRE (page 34).

**16. Une ONG française qui n'a pas eu d'activités au Tchad peut-elle faire partie du consortium pour la soumission de proposition en réponse à cet appel?**

Réponse : Oui, une ONG française n'ayant pas eu d'activité au Tchad peut être membre ou cheffe de file du consortium si elle respecte les critères d'éligibilité. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**17. Pouvons-nous proposer une action pour l'autonomisation économique et les droits des femmes?**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium, portant un projet de financement des OSC féministes locales sur l'autonomisation économique et l'emploi des femmes. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**18. P.13 du pdf. Il est indiqué pour le continent Africain "Pays pré identifiés: Maroc, République Démocratique du Congo, Bénin, Togo, Guinée". Cette liste indique les pays qui sont éligibles à cet appel à projet ? Ou cette liste n'est pas exhaustive et d'autre pays peuvent postuler à cet appel ? Par exemple la Tunisie.**

Réponse : La liste n'est pas exhaustive, le consortium peut proposer d'autres pays. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (pages 6-7) et en section XII. TERMES DE REFERENCE à l'article 3.3 Périmètre géographique (pages 48-49).

**19. Il est indiqué pour les enjeux thématiques "1. accroître l'accès à la sphère économique et aux ressources productives (et leur contrôle sur celles-ci) des femmes et personnes LGBTQIA+". Si le programme qui sera présenté concerne uniquement les femmes, cela remet-il en cause l'éligibilité du programme à cet appel à projet ?**

Réponse : Non, mais l'évaluation des propositions prendra en compte l'atteinte des objectifs généraux de la population bénéficiaire finale identifiée, dont les femmes et la communauté LGBTQIA+.

**20. Est-ce que cet appel est aussi ouvert à des congrégations religieuses françaises ou toute autre association française (même si elle est petite en terme de budget de fonctionnement).**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium. Pas de critères d'exclusion des organisations confessionnelles qui auront le statut et remplissent les critères d'éligibilité pour constituer le consortium. En revanche toute activité de prosélytisme est formellement proscrit. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**21. Nous travaillons actuellement avec nos partenaires au Bangladesh pour un positionnement sur cet appel à projet. Nous aimerions travailler l'intégration sociale et économique des petites productrices agricoles à travers le développement des coopératives que nous soutenons et renforçons (essentiellement composées de femmes).**

**Un des aspects essentiels serait d'associer le secteur privé pour garantir pérennité et impact (et intégrer une approche transformationnelle). Nous travaillons déjà avec un acteur du secteur privé (une entreprise locale à visée sociale) et nous souhaiterions l'associer au sein du consortium. Quelles seraient les conditions pour que cette entreprise sociale fasse partie du projet ? Peuvent-ils être éligibles à des fonds du projet ? Comme des grants ou de l'Impact investment .**

**En parallèle, nous voyons que le budget total de l'appel s'élève à environ 9.9 millions d'euros. Y aura-t-il un seul projet approuvé ou cette somme devra-t-elle être partagée parmi les projets sélectionnés? Y a-t-il un montant maximum par projet ?**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium pour la mise en œuvre totale du projet (enveloppe de 9,9 M€ dans plusieurs pays dont la coordination sera la responsabilité du consortium). Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5) et 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**22. D'après l'article 9.1. Pour présenter un projet d'une durée de 4 ans, l'organisation cheffe de file du consortium devrait avoir des ressources annuelles supérieures à 5,1 MEUR pour chacune des 3 dernières années?**

Réponse : Il s'agit d'un critère d'éligibilité imposé à l'OSC cheffe de file qui signera la convention avec l'AFD pour justifier la solidité financière de l'organisation cheffe de file, mais qui ne concerne pas les autres membres du consortium. Le budget annuel pour un projet de 4 ans est de 3,5 millions d'euros et de 4,7 millions d'euros pour 3 ans. Se référer à l'article 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9) du dossier d'appel à projets.

**23. Quelle est la différence entre membres du consortium et partenaires de mise en œuvre?**

Réponse : Se référer aux définitions en section XII. TERMES DE REFERENCE, article 1. GLOSSAIRE (page 34).

**24. Nous sommes une fondation colombienne qui travail pour la Disruption de l'éducation secondaire pour préparer les jeunes lycéennes, vers l'insertion professionnelle dans la tech. Je voudrais savoir si nous pouvons candidater pour cette financement?**

**Je n'ai pas bien compris si le financement peut être attribué directement a des fondations qui opèrent des programmes ou si c'est un financement donné à des fondations que financent des autres fondations qui opèrent sur place?**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium, qui créera et mettra en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédié) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays. Il ne concerne pas l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE à l'article 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**25. Je vous écris ce mail en étant sur le point de mettre sur pied un consortium pour être éligible à postuler à cet appel à projet: <https://www.afd.fr/fr/appel-a-projets-fsof-feminismes-autonomisation-des-femmes>.**

**Après analyse et parcours de l'appel à projet, les membres du collectif formé jusqu'à présent et que je préside ont émis le besoin de recevoir de réponses claires à ces questions:**

**1) Est-ce possible de concevoir les projets sans tenir compte des politiques transformatrices de genre à propos des LGBTQIA ?**

**2) Est-ce possible de se constituer en consortium sans tenir compte des organisations qui promeuvent le genre des LGBTQIA ? (Surtout que ces organismes sont rares dans notre milieu.)**

**Concernant la formalisation du consortium:**

**1. Un consortium peut avoir pour membre les OSC nationales entre eux seulement ? Jusqu'à quel nombre d'OSC peuvent constituer un consortium ?**

**2. Faut-il absolument des consortiums entre OSC nationales et internationales ?**

Réponse : Cet appel s'adresse à la constitution d'un consortium qui sera chargé de créer et mettre en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédié) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays sur au moins 2 continents. Il n'y a pas de nombre maximum d'OSC par consortium. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE aux articles 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) et 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

L'évaluation des propositions prendra en compte l'atteinte des objectifs généraux de la population bénéficiaire finale identifiée, dont les femmes et la communauté LGBTQ+.



**26. Notre organisation œuvre en faveur des personnes vulnérables en République Démocratique du Congo à travers l'éducation, la formation professionnelle et la protection des mineurs en conflit avec la loi. Elle dispose ses écoles et centres de formation professionnelle. Comment faire pour trouver les subventions de votre pays?**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7) et 3.2. Approche et champ de cet appel, du dossier d'appel à projets où les critères d'éligibilité sont détaillés. Pour une information générale sur l'AFD, se référer au site de l'institution<sup>4</sup>, puis contacter l'agence du pays concerné.

**27. Dans le cadre de l'appel à projet FSOF sur "Féminismes, autonomisation des femmes et participation à la vie économique », il est indiqué dans les termes de référence pour les pays envisagés, les pays africains hors Sahel. Est-ce que cela signifie que le Sénégal est exclu de cet appel à projets?**

Réponse : Cet appel s'adresse à la constitution d'un consortium qui sera chargé de créer et mettre en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédié) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays hors des pays couverts par la Direction régionale AFD Grand Sahel, ce qui signifie qu'une OSC sénégalaise (si elle respecte les critères d'éligibilité) pourra faire partie du consortium (niveau 1) mais ne pourra pas être bénéficiaire des fonds (niveau 2). Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE aux articles 1. GLOSSAIRE (page 34), 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) et 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**28. - Est-ce que les documents à transmettre doivent être traduits en français par un traducteur assermenté ?**

- Est-il possible de postuler à l'appel tout en étant actuellement financé pour un autre projet par Expertise France ?
- Est-il possible de postuler à l'appel à projets dans le cadre d'un consortium composé uniquement d'organisations du même pays (dans notre cas, le Maroc) ?
- En ce qui concerne les Rapports d'activités des trois dernières années à soumettre, faites-vous référence à la liste des subventions reçues au cours des trois dernières années?

Réponse : Le dossier est recevable en français, anglais ou espagnol.  
Les subventions précédentes ne constituent pas des critères d'exclusion.  
Les rapports d'activité font référence au total de l'activité des trois dernières années.

**29. Le chef de file pour cet appel à projet doit absolument être une OSC Française ?**

Réponse : Non, se référer à la définition « (Membres du) consortium » en section XII. TERMES DE REFERENCE, article 1. GLOSSAIRE (page 34).

---

<sup>4</sup> <https://www.afd.fr/fr>



**30. Je viens par la présente solliciter auprès de votre organisme une demande de formulaire pour candidater avec l'organisation des femmes de notre association.**

Réponse : Les candidatures se font à travers le site dédié<sup>5</sup>.

**31. Avec l'ensemble des parties engagé sur le dossier, nous avons besoin d'une clarification sur le niveau d'attentes de l'AFD.**

**La réponse de l'appel à projet doit-elle englober chaque enjeu ou si l'on couvre un enjeu parmi la liste cela remet en cause notre éligibilité ?**

**En effet nous ne couvrons pas le registre « approche par les droits ».**

Réponse : Il s'agit d'une liste des enjeux fléchés non exhaustive mais qui reflète les attentes de l'AFD.

**32. Nous sommes une organisation féministe de la société civile haïtienne, promotion et de défense des droits des femmes et des filles. Nous sommes basées dans le département du Sud'Est d'Haïti.**

**Nous avons reçu votre appel à candidatures Feminismes-Autonomisation des femmes qui doit prendre fin le 26 juin 2023. Est-ce que nous sommes éligibles à postuler à cet appel à projets? Si oui, quelle la fourchette de l'enveloppe budgétaire?**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium, qui créera et mettra en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédiaire) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays. Il ne concerne pas encore l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium. Le budget total du projet doit s'élever à 9,9M€. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE aux articles 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) et 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

### **III. QUESTIONS-REPONSES SUR LES CRITERES DU DOSSIER D'APPEL A PROJET**

**33. Pourriez-vous nous dire combien de pays minimum devra-t-il par région ciblée?**

Réponse : Concernant les zones d'implantation des OSC féministes locales bénéficiaires des fonds: minimum 6 pays sur les 11 pays pré-ciblés par l'AFD, sur au moins 2 continents : Afrique et, Asie du Sud et/ou Amérique Latines et Caraïbes. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), et 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projet, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

---

<sup>5</sup> <https://www.afd.fr/fr/appel-projets-fsof-feminismes-autonomisation-economique>

**34. Concernant l'article 1.1 des TdR, il est indiqué que: "Par ailleurs, il est possible pour le Consortium de contractualiser avec des partenaires de mise en œuvre au-delà des membres du consortium, à condition que la responsabilité des dépenses soit portée par le Consortium. Toute contractualisation entre le Consortium et des structures de mise en œuvre dans les pays bénéficiaires hors consortium sera considérée comme un recours à de la prestation"**

**=> cela signifie bien que pas de rétrocession possible à des partenaires de mise en œuvre autre que OSC féministes - porteuse de projet?**

**=> Ou bien les OSC féministes qui bénéficieront de subventions en tant que porteuses de projet seront également considérées comme des "prestataires"? Sinon, pourriez-vous nous préciser quel type de contrat devra être passé avec elles svp?**

Réponse : En effet, aucune rétrocession n'est possible en dehors des OSC membres du consortium. Les OSC féministes locales lauréates des appels à projets par pays seront bénéficiaires de rétrocession des fonds, mais ne seront pas considérées comme des prestataires. Se référer en section XII. TERMES DE REFERENCE aux articles 1. GLOSSAIRE (définition « Partenaires de mise en œuvre » page 34) et 4.1 FONDS INTERMEDIÉ PAR UN CONSORTIUM (page 55).

**35. Combien de structures (ONG; Associations, groupements) peuvent-elles se constituer en consortium pour soumettre la proposition en réponse à cet appel de l'AFD ?**

Réponse : Minimum 2, sans maximum décrété.

**36. Je vous écris pour clarifier un point sur l'appel à projets FONDS DE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS FÉMINISTES 2023. Le document d'appel spécifie 3 zones géographiques et 9 pays, et stipule que :**

**« Le consortium devra nécessairement formuler une proposition d'intervention couvrant au moins 6 des pays listés, dans les 3 géographies précédemment mentionnées. »**

Plus loin, le document indique « Les propositions pourraient inclure des pays qui ne sont pas dans la liste des pays pré-identifiés par l'AFD. Cependant, pour les logiques de complémentarité précisées ci-dessus, il est attendu que les propositions portent majoritairement sur ces pays. Si d'autres pays sont choisis, ce choix devra être explicite et justifié (similarités / résultats ; expérience du consortium ; possibles liens entre les parties concernées...), et constituera un critère d'évaluation. »

Cela signifie-t-il que a) la proposition doit inclure 6 des 9 pays mentionnés et peut également inclure d'autres pays, ou b) la proposition peut inclure certains pays sur les 9 mentionnés et peut également inclure d'autres pays, tant que leurs l'inclusion est bien expliquée ?

**En d'autres termes, est-il absolument obligatoire d'inclure 6 des 9 pays mentionnés ?**

Réponse : Oui, il est attendu que le consortium propose des interventions qui incluront au moins 6 des 11 pays pré-identifiés. Toutefois il est possible d'inclure d'autres pays de manière complémentaire. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

(page 5-6-7), et en section XII. TERMES DE REFERENCE à l'article 3.3. Périmètre géographique (pages 48-49) du dossier d'appel à projets.

**37. Nous avons un projet d'autonomisation des femmes productrices du département de Boukiling depuis maintenant 03 ans. Nous aimerions renforcer cette autonomisation des bénéficiaires. Alors, nous voudrions savoir est que nous sommes éligibles à cet appel à projets.**

Réponse : Cet appel s'adresse uniquement à la constitution d'un consortium, qui créera et mettra en œuvre un dispositif de financement (fonds intermédiaire) à destination d'OSC féministes locales dans plusieurs pays. Il ne concerne pas encore l'appel à projets pour les OSC féministes locales qui sera organisé ensuite par le consortium. Se référer aux articles 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7), 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9), et en section XII. TERMES DE REFERENCE à l'articles 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés.

**38. - La structure qui postule doit-elle avoir un certain nombre d'années d'expérience ayant travaillé dans les sujets propres de cette offre?**

- Dans le budget que nous définirions pour le projet, doit-on inclure un montant pour un audit interne/externe?
- Quel est le montant minimum ou maximum que l'on peut demander pour un projet?
- Quel type de documents doit-on présenter pour certifier les alliances de notre structure avec d'autres organisations de la société civile avec lesquelles on travaillait pour le projet?

Réponse :

- Il est attendu que l'organisation cheffe de file soit une institution solide et avec une capacité d'agir sur ces sujets basés sur l'expérience cumulée. Se référer à l'article 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7).
- Les audits doivent faire partie du budget. Se référer à l'article 4. AUDIT, REPORTING, EVALUATION ET CAPITALISATION (page 8).
- Le budget total du projet doit s'élever à 9,9M€. Se référer à l'article 9. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS (page 9).
- Se référer à l'article 1. CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES (page 5-6-7) et en section XII. TERMES DE REFERENCE à l'article 3.2. Approche et champ de cet appel à projet (pages 46-47-48) du dossier d'appel à projets, où les critères d'éligibilité sont détaillés. Cet appel s'adresse à la constitution d'un consortium. A ce stade, aucun acte de constitution du consortium ne sera sollicité, et aucun document n'est sollicité pour certifier d'alliances avec les OSC. La manière donc les membres du consortium travaillent entre eux et avec d'autres OSC avant le projet, et comment cela sera envisagé dans le futur, devra être expliquée dans l'offre remise.

**39. En relation à l'appel d'offre FSOF, le Sénégal fait-il partie des pays inclus dans l'appel? Il est marqué "Hors-Sahel" mais Sahel n'étant pas précisé, nous avons un doute.**

Réponse : En effet, le Sénégal ne fait pas partie des pays bénéficiaires finaux (voir réponse détaillée à la question n°5 et 27).

**40. Nous sommes en phase de construction/ discussion du consortium et dans le budget du chef de file nous avons une ligne qui est de la contribution de services en nature (GIK) qui correspond à un des gros programmes de la structure qui est un programme de coopération volontaire.**

**Ce montant-là est intégré dans le budget annuel et est considéré par les bailleurs de cette structure comme une composante du budget annuel mais nous souhaiterions nous assurer que l'AFD a la même approche que ces bailleurs.**

**En d'autres mots une ligne budgétaire correspondant à de la valorisation du GIK est-elle considérée comme partie d'un budget annuel d'une structure lead.**

**Et j'en profite pour vous demander s'il existe une version de l'appel FSOF autonomisation économique des femmes et ses annexes en anglais.**

Réponse : Non. En France les contributions volontaires en nature sont désormais enregistrées en comptabilité mais n'ont aucun impact sur le résultat et n'entrent pas dans le calcul des produits.

La langue du DAO est en français, un résumé en anglais est disponible mais la langue de contractualisation et suivi du projet est le français (voir réponse détaillée en question n°2).